AS/Cult/GGIS (2026) OJ 04
10 novembre 2026

Alliance parlementaire pour la bonne gouvernance et l'intégrité dans le sport

Projet d'ordre du jour

de la réunion qui se tiendra à Paris, le:

mardi 1 décembre 2026, de 9h30 à 12h30

Lieu : Bureau du Conseil de l'Europe, 55 avenue Kléber, Paris 16e (Métro: Boissière)
Tél.: + 33 (0)1 44 05 33 60

Ce projet d'ordre du jour, adressé aux membres de l'Alliance,

tient lieu de convocation à la réunion.

Copie aux secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques

Les documents de la réunion seront publiés sur PACE-Apps (accès restreint)

1. Ouverture de la réunion

Allocution liminaire de la présidente de l'Alliance

2. Ordre du jour
[AS/Cult/GGIS (2026) OJ 04]

Adoption de l'ordre du jour

3. Procès-verbal

[AS/CultGGIS (2025) PV 03]

Approbation du procès-verbal de la réunion tenue à Monaco le 3 novembre 2026

4. Table ronde – Renforcer la bonne gouvernance dans le football international: un programme commun pour l'intégrité, la responsabilité et les droits humains

Les instances dirigeantes du football international exercent une influence réglementaire, économique et politique considérable, les décisions prises au niveau international ayant des conséquences importantes pour les joueur·euses, les supporter·trices, les clubs, les fédérations nationales et des communautés du monde entier.

La gouvernance du football international doit donc être guidée non seulement par des considérations économiques, mais aussi par la transparence, la responsabilité, l'intégrité et le respect des droits humains. Ces principes ont été systématiquement soulignés par l'Assemblée parlementaire dans ses travaux sur le sport, notamment dans la Résolution 2420 (2022) et la Recommandation 2221 (2022) «La gouvernance du football: les affaires et les valeurs», fondées sur le rapport de Lord George Foulkes, et plus récemment dans la Résolution 2607 (2025) et la Recommandation 2297 (2025) «La protection des droits humains dans et par le sport: obligations et responsabilités partagées», fondées sur le rapport de M. Kim Valentin.

Les développements récents dans le football international ont ravivé l'intérêt pour l'importance de la bonne gouvernance, de la transparence, de la responsabilité institutionnelle et de l'efficacité des mécanismes de contrôle existants. Ils offrent également aux instances dirigeantes du football et à leurs parties prenantes

l'occasion de faire le point sur les dispositifs actuels, d'identifier les domaines à améliorer et de renforcer la confiance dans la gouvernance de ce sport.

Dans ce contexte, l'audition offrira une plateforme constructive de dialogue entre l'Alliance, les instances dirigeantes du football international, les fédérations nationales, les joueur·euses, les supporter·trices et la société civile. Elle examinera comment les cadres de gouvernance existants peuvent être encore renforcés, comment un contrôle et une surveillance indépendants peuvent contribuer à l'amélioration institutionnelle, et comment les droits humains et la participation des parties prenantes peuvent être mieux intégrés dans la prise de décision.

Cette audition sera l'occasion d'un échange ouvert et approfondi sur les défis en matière de gouvernance auxquels est confronté le football international et sur les responsabilités de ses instances dirigeantes. Elle permettra d'examiner comment la transparence, la responsabilité, le contrôle indépendant et le respect des droits humains peuvent être renforcés dans la pratique, et d'explorer les domaines dans lesquels une coopération entre la FIFA, le Conseil de l'Europe, son Assemblée parlementaire et l'APES pourrait contribuer à la réalisation de ces objectifs.

S'appuyant sur l'expertise de représentant·es du monde du football, d'universitaires, d'organisations internationales et de la société civile, la discussion portera sur des mesures concrètes, des responsabilités partagées et des pistes de suivi possibles, en vue de soutenir des améliorations durables dans la gouvernance du football international.

Partie 1 – Renforcer la confiance dans le football international: bonne gouvernance, transparence et responsabilité institutionnelle

La première partie de la table ronde examinera les principes et les dispositifs institutionnels qui sous-tendent la bonne gouvernance dans le football international, notamment la transparence dans la prise de décision stratégique et financière, les mécanismes appropriés de contrôle et d'équilibre des pouvoirs, les conflits d'intérêts, ainsi que l'indépendance et l'efficacité des mécanismes d'éthique et de surveillance. Elle examinera les évolutions récentes et les initiatives de gouvernance en cours, et étudiera comment un examen indépendant, le dialogue et la coopération peuvent contribuer à renforcer les cadres existants et à instaurer la confiance entre les instances dirigeantes du football et leurs parties prenantes.

Audition avec la participation de:

- Représentant·e de la FIFA (à confirmer)
- Mme Lise Klaveness, présidente de la Fédération norvégienne de football, membre du Comité exécutif de l'UEFA (à confirmer)
- M. Antoine Duval, chercheur principal, T.M.C. Asser Instituut (ASSER International Sports Law Centre), La Haye
- Mme Solène Charuau, présidente du Comité de direction de l'APES (à confirmer)

- Discussion avec les membres de l'Alliance

Partie 2 – Concrétiser les engagements communs: droits humains, responsabilité et implication des parties prenantes

Cette deuxième partie de la table ronde explorera comment une bonne gouvernance peut se traduire par des améliorations concrètes en matière de protection des droits humains et de responsabilité dans le football international. Il examinera le rôle d'une surveillance efficace, des mécanismes de plainte et de recours, de la protection des lanceur·eurses d'alerte et de la participation significative des joueur·euses, des supporter·trices et de la société civile. Elle étudiera également comment les instances dirigeantes, les fédérations nationales et les autres parties prenantes peuvent collaborer pour suivre les progrès, remédier aux lacunes et veiller à ce que les engagements en faveur de l'intégrité et des droits de l'homme se reflètent dans la pratique quotidienne.

Audition avec la participation de:

- M. Jan Zglinski, professeur associé en droit, London School of Economics and Political Science (à confirmer)
- Mme Andrea Florence, directrice générale, Sport & Rights Alliance (à confirmer)
- M. Stéphane Burchkalter, secrétaire général, FIFPRO (à confirmer)

- M. Ronan Evain, directeur général, Football Supporters Europe (FSE) (à confirmer)

    - Discussion avec les membres de l'Alliance

5. Clôture de la réunion

Conclusions de la présidente de l’Alliance

6. Questions diverses

7. Prochaines réunions